

01 Tendances migratoires	1
02 Contrôle et gestion des frontières	2
03 Accueil, protection, intégration	4
04 Contexte socio-politique - faits marquants	6



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH recueillent une sélection d'informations sur certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau. Ils n'ont pas vocation à refléter de manière exhaustive l'actualité sur les mobilités internationales.

01 | Tendances migratoires

Mouvements transnationaux

Ethiopie: L’Ethiopie accueille de nombreuses personnes réfugiées venant des pays voisins (Soudan, Centrafrique, RDC, etc.), mais en arrivant dans leur nouveau pays d’accueil, celles-ci [perdent le statut](#) qui les protégeait jusqu’alors.

Des 50.000 Soudanais.e.s qui se sont déplacé.e.s vers l’Ethiopie, la moitié s’est retrouvée logée dans des camps dans la région Amhara, elle-même au cœur d’un conflit sanglant. De par les très mauvaises conditions des camps et des violences, [plus d’un millier de ces réfugié.e.s ont décidé de quitter le camp d’Awulala](#), et ce malgré le blocage des forces fédérales.

Royaume-Uni: Depuis début 2024, [10.170 personnes sont parvenues à traverser la Manche](#), soit une hausse de plus de 35 % des arrivées depuis les côtes françaises par rapport à l’an dernier.

Document d’analyse sur la [traite des femmes et des enfants à des fins sexuelles en provenance du Nigeria](#) (en espagnol).

[Rapport mondial sur les migrations \(2024\)](#) de l’OIM qui révèle, entre autres choses, la hausse des remises/envois de fonds dans le monde entier (+650% entre 2000 et 2022), représentant ainsi un véritable moteur pour les PIB des pays d’origine,

Rapports du “Global Initiative against Transnational organized crime” sur la [traite et le trafic d’êtres humains en Afrique du Nord et dans le Sahel](#), avec les cas du [Maroc](#) et du [Niger](#).

Selon une [étude menée par l’Université de Leiden \(Pays-Bas\)](#), les personnes migrantes coûtent moins cher aux gouvernements européens que leurs citoyens et apportent une contribution nette aux finances publiques.

Déplacements internes



[Rapport annuel 2024 de l'Observatoire des Déplacements Internes \(IDMC\)](#), selon lequel 75,9 millions de personnes dans le monde ont été déplacées à l'intérieur de leur pays, dont près de 46% (34,8 millions) en Afrique. Près de 90% des déplacements internes sont la conséquence des conflits, principalement (par ordre d'importance) au Soudan, Syrie, RDC, Colombie, Yémen; les catastrophes naturelles gagnent également en importance. La directrice de IDMC signale qu'*"aucun pays n'est à l'abri des déplacements dus aux catastrophes, mais nous pouvons constater une différence dans la manière dont les déplacements affectent les populations dans les pays qui se préparent et planifient leurs impacts et dans ceux qui ne le font pas."*

RDC: début mai, le [bombardement d'un camp de déplacés à Goma](#) et faisant au moins 18 morts a ravivé les accusations venant de Kinshasa et de Washington sur le soutien du Rwanda au rebelles du M23, à l'origine des tirs de roquette.

Burkina Faso: [Selon le Conseil norvégien pour les réfugiés \(NRC\)](#), le pays vit la crise de déplacement la plus négligée au monde. 9 autres crises sont pointées par NRC, dont 8 sont en Afrique. Selon le Directeur général de NRC, « *Le Sahel est une région qui est systématiquement négligée [ce à quoi s'ajoute] une crise diplomatique et politique entre les donateurs en Occident et les nouveaux gouvernements militaires à travers le Sahel.* »

Soudan: fin mai, selon Médecins Sans Frontières, au moins 134 personnes ont péri dans les combats qui font rage dans la ville d'El-Fasher. Épargnée depuis le début de la guerre, El Fasher était devenue un refuge pour les habitants du Darfour. Les déplacé.e.s qui s'y trouvent sont estimé.e.s à 800 000. Plus de 250.000 vivent dans le camp d'Abou Chouk, au nord de la ville, qui se trouve en fait sur une ligne de front. Il a donc été bombardé à plusieurs reprises. Assiégés par la violence, assoiffés et au bord de la famine, 60 % des déplacés du camp d'Abou Chouk ont été contraints de s'enfuir.

02 | Contrôle et gestion des frontières

Coopération & gouvernance

Libye/Italie: Lors de sa seconde visite officielle en Libye, la Première ministre italienne a [insisté sur la coopération entre les deux pays pour freiner "l'immigration clandestine"](#), et s'est félicitée des résultats jusqu'ici. Giorgia Meloni aurait appelé la Libye à participer aux groupes de travail du "processus de Rome", initiative qu'elle a lancée à l'été 2023 afin de s'attaquer aux "causes profondes de l'immigration irrégulière", telles que les conflits, le réchauffement climatique ou les difficultés économiques.

UE: "inspirés" par l'accord récent entre l'Italie et l'Albanie, 15 États membres ont plaidé auprès de [la Commission européenne pour que les personnes interceptées en mer qui tentent](#)

[d'atteindre l'UE soient transférées vers des États tiers](#) avant d'atteindre les côtes de l'UE.

UE/Pacte asile et migration : Mi mai, le [Conseil européen a officiellement adopté le „nouveau Pacte](#) asile et migration. Les États membres disposent à présent de deux ans pour sa mise en pratique. La Commission présentera prochainement un plan commun de mise en œuvre afin d'aider les États membres dans ce processus.

Un [panel d'experts de l'ONU](#) appelle l'UE à la vigilance dans la mise en œuvre de ce pacte, réclament notamment des garanties pour que la détention des enfants migrants soit interdite. [Caritas Europa](#) a, pour sa part, publié un positionnement très critique sur le Pacte.

Surveillance, refoulements

EU/Afrique du Nord: une enquête menée par plusieurs média internationaux et "Lighthouse report" analyse comment les [financements européens contribuent aux refoulements des personnes en mobilité en Afrique du Nord](#) vers le désert (Tunisie, Maroc, Mauritanie). Selon l'enquête, ce "système de déplacement de masse(...) fonctionne notamment grâce à l'argent, les véhicules, l'équipement, le renseignement et les forces de sécurité fournis par l'UE et les pays européens". [La Commission européenne a réagi](#), reconnaissant "Parfois, la situation [...] difficile dans nos pays partenaires [...] mais ils "restent des États souverains et contrôlent leurs forces nationales".

Espagne: Dans le cadre d'un protocole d'action à appliquer à l'arrivée des bateaux sur les côtes espagnoles, la Direction générale de la police a publié une instruction interne détaillée qui établit une série d'indications visant à [identifier](#)

[les trafiquants et les distinguer des simples passagers](#). Sont ainsi pris en compte la position sur le bateau, l'accès aux réserves d'eau et nourriture, etc. Le protocole comprend également une liste "d'indicateurs liés à la participation à une action armée ou à un entraînement", qui permettrait d'identifier de possibles djihadistes (bien qu'il [ait été démontré à de rares occasions que](#) des membres de groupes violents utilisent des bateaux pour accéder à l'Espagne).

Fin mai, un tribunal des Canaries a [condamné à 6 ans ½ de prison un homme accusé de trafic et d'avoir voulu abandonner, fin 2023, les passagers](#) d'une embarcation à la dérive à quelques kilomètres des côtes espagnoles. Un autre canot pneumatique l'attendait un peu plus loin pour le ramener au Maroc. Face aux objections des exilés à bord, le passeur avait pris un enfant en otage et menacé de le tuer.

Disparitions, sauvetages

Sahara: selon l'organisation Alarm Phone, en deux mois, [11 personnes sont mortes de soif dans le désert algérien, à la frontière du Niger](#), dans la zone dite du "Point Zéro". Depuis janvier 2024, déjà 10.000 personnes ont été abandonnées dans le désert par Alger,

Sénégal: début mai, la [marine nationale sénégalaise aurait stoppé, lors de 4 interventions, plus de 500 personnes](#) qui souhaitaient rejoindre les Canaries à bord de pirogues. Les occupants, parmi lesquels se trouvaient des femmes et des enfants, étaient originaires du Sénégal ou de pays de la sous région.

Guinée: mi-mai, [26 personnes parties de Guinée \(Matam\) sont mortes après le naufrage de leur embarcation](#) près des côtes sénégalaises, Le Premier ministre guinéen a déploré "une hémorragie pour notre pays".

Italie: début mai, l'Italie a annoncé [l'interdiction aux avions des ONG d'utiliser les aéroports](#) des îles de Sicile, Pantelleria et Lampedusa, proches des routes migratoires maritimes.



Enfermement, rétention

Espagne: lors de la [présentation de son document sur la pastorale auprès des migrants intitulé "Communautés accueillantes et missionnaires"](#), la [Conférence Episcopale Espagne](#) a officiellement appelé à l'ouverture de routes légales et sûres, la fermeture des Centres de rétention pour les Étrangers (CIE) et à des programmes efficaces pour l'intégration des enfants et jeunes non accompagnés qui passent à la majorité. Par ailleurs, UNICEF alerte sur les défaillances du système d'accueil aux Canaries, des [faiblesses dans l'identification des enfants parmi les personnes arrivées et des difficultés à déterminer l'intérêt supérieur](#) de l'enfant du fait du manque de moyens. UNICEF plaide pour une répartition de ces jeunes et enfants sur le reste de la péninsule, mais certains partis politiques bloquent.

Expulsions / retours / relocalisations

Tunisie: le secrétaire d'État auprès du ministère des Affaires étrangères a annoncé que la [Tunisie serait en train de signer plusieurs accords avec d'autres pays africains](#) pour encourager le retour volontaire des migrants irréguliers, sur base du "volontariat".

Le 6 mai dernier, un groupe d'une trentaine de Soudanais.e.s, demandeurs d'asile installés en Tunisie, avait déposé une [plainte auprès du Comité des Nations unies pour les droits de l'Homme](#) pour avoir été déplacés de Tunis vers le désert. Si ce type de plainte n'entraîne pas systématiquement de condamnations, elle a une forte portée symbolique. Quelques jours après le dépôt de la plainte, ces mêmes personnes ont été arrêtées, puis jugés pour "entrée illégale sur le territoire tunisien", comme de plus en plus de migrants dans le pays.

Début mai, au cours d'un conseil de sécurité, le [Président Kaïs Saïed a reconnu pour la première fois des expulsions collectives](#) de la part des autorités tunisiennes, précisant que « 400 personnes » ont été renvoyées vers « la frontière orientale », en « coordination continue » avec les pays voisins.

RU/Rwanda: Après avoir annoncé les [premières expulsions vers le Rwanda entre le 1er et le 15](#)

[juillet.](#), le gouvernement britannique a finalement fait marche arrière, confirmant qu'[aucune expulsion n'aurait lieu avant les prochaines élections de juillet prochain.](#) Plusieurs actions en justice, menées par des associations et un syndicat de fonctionnaires, pourraient mettre à mal le projet.

En [Irlande du Nord](#), la Haute Cour de Belfast a jugé que plusieurs dispositions de la loi britannique étaient inapplicables dans le pays. Depuis son entrée en vigueur, de nombreux demandeurs d'asile sont entrés en Irlande en passant par l'Irlande du Nord, espérant échapper à une expulsion au Rwanda. Le Premier ministre irlandais, Simon Harris, a averti que Dublin prendrait des mesures pour endiguer l'afflux, notamment en renvoyant ces demandeurs d'asile vers le Royaume-Uni.

Suède: une proposition de loi portée par le gouvernement de droite, allié au parti d'extrême droite, veut à tout prix accélérer l'expulsion des personnes en situation irrégulière et [imposer aux fonctionnaires l'obligation de dénoncer ces personnes.](#) Cette proposition de loi se heurte à une très forte opposition au sein des services publics.

03 | Accueil, protection, intégration

Asile, Séjour

Visas Afrique/monde: Le dernier [rapport sur la richesse en Afrique, publié par le cabinet Henley & Partners](#) confirme à quel point les limitations à la mobilité internationale imposées aux détenteurs de passeports africains est grande. Seuls deux passeports africains – Maurice et Seychelles – permettent à leurs détenteurs d'accéder à plus de 50 % du PIB mondial sans avoir à obtenir de visa au préalable, malgré le fait que le continent possède certaines des nations les plus ouvertes au monde (accès sans visa à d'autres pays). Par ailleurs, l'Afrique compte sept des [dix pays](#) ayant les taux de refus de visa Schengen les plus élevés en 2022. (Algérie, Guinée Bissau, Nigeria, Ghana, Sénégal, Guinée, Mali).

Ethiopie/restriction visas: Le Conseil européen a décidé de [restreindre temporairement la délivrance de visas aux ressortissants éthiopiens](#), considérant que la coopération de l'Éthiopie dans le domaine de la réadmission de ses ressortissants en séjour irrégulier dans l'UE était insuffisante, manquant de réactivité pour les demandes de réadmission et rendant difficile l'organisation des retours de leurs ressortissant.e.s.



Intégration - protection

Espagne: approbation d'une [loi garantissant des consultations médicales](#) pour toutes personnes résidant dans le pays (couverture universelle), y compris celles qui se trouvent en situation irrégulière, et qui [en étaient privées depuis 2012](#).

France: 27 organisations (dont le SCCF) ont annoncé avoir saisi le Conseil d'État pour contraindre la France à respecter les dispositions de la Convention des droits de l'enfant dans l'accueil des mineurs isolés. Le 25 janvier 2023, le Comité de l'ONU pour les droits de l'enfant avait estimé que la France avait violé plusieurs dispositions de cette Convention, notamment en évaluant sommairement l'âge des mineurs étrangers et en les laissant sans protection adéquate.

Selon une [enquête inter-associative, dont Action contre la faim](#), à Paris, 53% des mineurs isolés de moins de 16 ans, en majorité guinéens et ivoiriens et en errance sur le sol français, sont en situation de "faim sévère".

Kenya: Le Kenya accueille plus de 700.000 personnes réfugiées venues des crises prolongées dans les Grands Lacs, en Somalie, en Éthiopie et dans d'autres pays voisins. La majorité vit dans d'énormes camps et jouit de droits très restreints. Le [gouvernement kenyan est actuellement en train de travailler sur le "Plan Shirika"](#), qui vise à transformer ces camps en colonies ouvertes et autonomes, où les réfugiés pourront vivre et travailler en lien avec leurs hôtes locaux. Ce plan, ainsi qu'un ajustement du cadre juridique pour les réfugiés, semble de plus en plus favorable et porteurs de promesse, même si un long chemin reste encore à parcourir...

04 | Contexte socio-politique - faits marquants

JO/réfugiés: [36 athlètes composeront l'équipes olympique des réfugié.e.s](#) lors des jeux qui se tiendront à Paris. Ils et elles concourront dans douze disciplines différentes. C'est la troisième fois de l'Histoire qu'une équipe olympique des réfugié.e.s participera aux Jeux, après Rio en 2016 et Tokyo en 2021.

Afrique

Choléra: [L'OMS alerte sur une aggravation de l'épidémie](#) de cette maladie infectieuse, dans le monde entier mais en particulière hausse en Afrique, et dont la diffusion pourrait être aggravée par les contextes de conflits armés et le changement climatique.

Afrique du Nord

Mauritanie: [L'ex-président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz](#), condamné en 2023 à cinq ans de prison ferme pour enrichissement illicite, est officiellement écarté de l'élection présidentielle du 29 juin faute de parrainages nécessaires.

Tunisie: plusieurs [arrestations de militant.e.s de la lutte antiraciste](#), dont [Saadia Mosbah](#), figure emblématique dans le pays, qui est poursuivie pour blanchiment d'argent. Le monde associatif et les intervenants médiatiques critiques du discours présidentiel, sont dans le viseur des autorités.

Afrique de l'Ouest

Burkina Faso: Fin mai, la charte adoptée dans le cadre des assises nationales pour décider des suites de la transition a finalement acté une prolongation du régime actuel [pour cinq années supplémentaires](#). Cette prolongation a été décidée du fait du contexte d'insécurité vécu dans le pays qui fait obstacle à une stabilisation de la situation politique. Le capitaine Traoré, dont le statut passe de « *président de transition* » à « *président du Faso* », pourra par ailleurs se présenter aux « *élections présidentielles, législatives et municipales* », qui doivent être organisées à l'issue de cette période.

Par ailleurs, les relations diplomatiques avec la Côte d'Ivoire continuent de se tendre, alors que des [mouvements militaires ivoiriens ont été constatés à la frontière](#) entre les deux pays.

Guinée: fin mai, [fermeture des principales chaînes de télévision et de radio privées](#), au prétexte qu'elle ne respectait pas le « *contenu des cahiers de charges* ».

Mali: dans la lignée de son voisin burkinabè, la [période de "transition" a également été prolongée de 2 à 5 ans](#).

Début mai, les [groupes séparatistes du nord du pays ont formé une nouvelle coalition](#), appelée

Cadre stratégique permanent pour la défense du peuple de l'Azawad (CSP-DPA).

Niger: Un [exercice militaire « d'envergure », regroupant les armées du Niger, du Mali, du Burkina Faso, du Tchad et du Togo](#) a eu lieu fin mai dans l'ouest du pays. Il s'agit des premières manœuvres militaires conjointes du genre entre les cinq pays, tous confrontés à divers degrés à des violences djihadistes.

En parallèle, mi-mai, un accord a finalement été conclu concernant le [retrait des troupes américaines](#) du pays d'ici septembre prochain. Cette décision serait issue d'une brouille diplomatique autour de l'uranium, la secrétaire d'état adjointe aux affaires africaines aurait menacé les autorités de Niamey de sanctions si le [Niger signait un accord pour vendre l'uranium qu'il produit à l'Iran](#).

Après 10 ans de suspension de ses activités, la société des mines d'Azelik (Somina), détenue majoritairement par des Chinois, va [reprendre ses activités d'exploitation de l'uranium dans le nord du pays](#). Le Niger est le 4^{ème} pays producteur d'uranium au monde.

Nigeria: un an après l'élection du nouveau président, [explosion des prix à tous les niveaux](#). Non seulement le carburant (qui n'est plus

subventionné depuis mai 2023) mais aussi l'ensemble des biens de consommation (alimentation et autres). Au Nigeria, 63% de la population est considérée comme "pauvre".

Togo: [large victoire du camp présidentiel aux dernières élections législatives](#). Ces résultats permettent à Faure Gnassingbé de se maintenir au pouvoir, qu'il occupe depuis 2005, ayant lui-même succédé à son père, resté près de trente-huit années à la tête de l'Etat.

Sénégal: la question de la pêche est au cœur des premières actions du nouveau gouvernement : d'une part, dans la perspective d'une [renégociation des accords avec l'UE en novembre prochain](#), et d'autre part, pour clarifier la présence de chalutiers étrangers, chinois et

turcs, qui, en passant sous pavillon sénégalais, se dégagent de règles plus contraignantes appliquées aux navires européens. Cette situation a valu au Sénégal un «[carton jaune](#)» de la part de la Commission européenne, en guise de premier avertissement, en raison de ses pratiques de pêche jugées illicites. Le gouvernement sénégalais prépare un vaste audit sur le secteur de la pêche

Sur le plan régional, le Président Bassirou Diomaye a effectué ses premières visites diplomatiques dans la région, notamment en [Côte d'Ivoire](#), au [Mali et au Burkina Faso](#). Selon certains observateurs le président sénégalais serait amené à se positionner en médiateur dans cette région, où la Cédéao s'est récemment vue fragilisée par le départ du Mali, Burkina et Niger qui ont créé l'Alliance des Etats d Sahel.

Afrique centrale

RDC: le 20 mai, les autorités ont annoncé qu'un [coup d'Etat avait été "étouffé dans l'œuf"](#). Il s'agit de la tentative de déstabilisation la plus sérieuse à l'encontre du Président Tshisekedi. Alors que l'incertitude demeure sur les objectifs de ce commando, ces événements fragilisent un pouvoir déjà sous tension à cause d'une guerre dans l'Est et de fortes incertitudes politiques.

Afrique de l'Est

Soudan du Sud: [grave crise économique accentuée par la guerre dans le Soudan](#) voisin. La guerre paralyse l'un des oléoducs par lesquels transite le brut sud-soudanais. Or le pétrole, acheminé par pipeline depuis les champs pétroliers du Sud jusqu'à Port-Soudan, sur la mer Rouge, représente 90 % des revenus de Juba. Pour le gouvernement, la fermeture de l'oléoduc représente un manque à gagner quotidien de 4 millions de dollars (3,7 millions d'euros). Et pour les Sud-Soudanais, dont tous les biens de consommation ou presque sont importés, elle se traduit par une explosion du coût de la vie. Tout le système économique et politique du pays le plus jeune du monde est en péril.